

# ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

du 12 Mars 1978

6<sup>me</sup> Circonscription de Boulogne - Nord

## Henri COLLETTE

Ancien Député  
Conseiller Général  
Notaire

**Candidat R. P. R.**

Soutien de la Majorité Présidentielle

Suppléant : **Jean LEFÈVRE**

Avocat

ÉLECTRICES, ÉLECTEURS,

Le 12 Mars prochain chaque Français tiendra dans son bulletin de vote le destin du pays.

Votre représentant à l'Assemblée Nationale animera et contrôlera les affaires de la France.

**Je sollicite à nouveau vos suffrages.**

Vous me les avez accordés depuis de longues années et seules quelques voix m'ont manqué la dernière fois pour être encore à ce jour votre député.

**Je suis néanmoins resté à votre service et au service de tous.**

**Je le reste aujourd'hui.**

**Je le resterai demain lorsque je serai votre ÉLU.**

L'enjeu de ces élections est vital.

Le Programme soi-disant commun n'a qu'une issue :  
L'INFLATION  
LA RUINE  
LA SERVITUDE

aucun citoyen raisonnable et censé ne peut y croire.

**C'EST MAINTENANT QU'IL FAUT CHOISIR.**

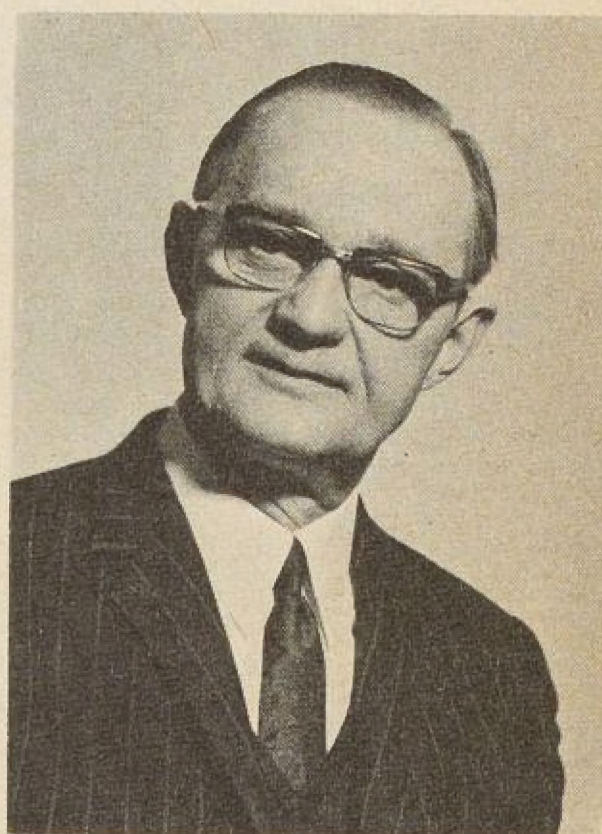
**LA LIBERTÉ NE SE PERD QU'UNE FOIS.**

Assurez votre destin et celui d'une FRANCE :  
PACIFIQUE  
INDÉPENDANTE  
FORTE et LIBÉRALE.

**SOYEZ RÉALISTES . . .**

## Votez COLLETTE

Suppléant : **Jean LEFÈVRE**





## **Nous vous proposons :**

### **POUR LES SALARIÉS DU SECTEUR PRIVÉ ET NATIONALISÉ**

- Défendre en priorité le pouvoir d'achat de tous les salariés face aux illusoires augmentations des salaires annihilées par la montée des prix.
- Promouvoir progressivement la progression du S.M.I.C. vers l'objectif 2.400 francs à atteindre sans pour autant compromettre l'équilibre de l'entreprise.
- Assurer la progression des salaires les plus défavorisés tout en respectant la hiérarchie raisonnable des rémunérations.

### **POUR LES AGRICULTEURS ET AGRICULTRICES**

- Relancer une politique agricole nouvelle comme avait su le faire Jacques CHIRAC.
- Parvenir à la rentabilité des exploitations dans le cadre européen par une garantie réelle et volontariste des prix agricoles.
- Maintenir en priorité l'exploitation familiale.
- Régime de cogestion entre les conjoints et reconnaissance du titre d'agriculteur pour les épouses.

### **POUR LES PERSONNES AGÉES**

#### **UN MINIMUM VIEILLESSE AUGMENTÉ :**

indexé et égal à 70 % du S.M.I.C. (en 5 ans).  
Non récupérable sur les successions.

**La santé gratuite et les transports gratuits.**

#### **LA RETRAITE A LA CARTE :**

Taux de pension à 60 ans porté à 35 % du salaire.

**Cumul intégral**, pour les veuves, de la pension de reversion et de la pension personnelle (en 5 ans).

#### **LE MAINTIEN A DOMICILE POUR TOUS :**

Aide ménagère à domicile étendue.  
Installation du téléphone, avec aide financière.

Création d'un « S.O.S. Vieillesse »  
Adaptation de l'habitat.

Assistance médicale adaptée.

#### **LA JUSTICE FISCALE :**

Soulagement de la charge fiscale des retraités.

### **POUR LES FEMMES**

#### **UNE VRAIE POLITIQUE DE LA FAMILLE.**

**Statut social de la mère de famille.**

**Régime spécial** pour parents isolés.

Accroissement du nombre des crèches et des garderies.

Multiplication des assistances maternelles.

Simplification et amélioration des prestations familiales.

Soutien aux enfants orphelins et handicapés.

**Allègement** de la fiscalité de la famille.

#### **UNE ADAPTATION RÉALISTE DU TEMPS DE TRAVAIL**

Développement du **travail à temps partiel**.

Revalorisation du travail manuel féminin.

Statut de salariés pour les épouses de travailleurs non salariés et commerçantes.

**Développement de la formation professionnelle des femmes.**

### **POUR LES JEUNES**

#### **FAIRE DE L'EMPLOI DES JEUNES UNE PRIORITE NATIONALE**

#### **DROIT DES JEUNES A L'INSERTION PROFESSIONNELLE.**

**Garantir** un emploi et une formation à chaque jeune.

**Partager les frais** entre l'entreprise et l'Etat.

**Recenser** les offres de travail.

**Informers les jeunes** sur les débouchés.

**Instituer une bourse** permettant d'exercer des emplois tout en poursuivant la formation.

**Développer la formation professionnelle continue.**

#### **REVALORISER LA SITUATION DES JEUNES TRAVAILLEURS MANUELS.**

**Equivalence des diplômes**, après une expérience professionnelle.

**Aménagement du temps de travail** (assouplissement des horaires).

### **POUR LES ARTISANS COMMERÇANTS**

Ajouter à la loi Royer (appliquée et complétée par le Premier ministre Jacques Chirac) :

**Une égalité fiscale réelle** en matière d'impôt sur le revenu : l'extension de l'abattement de 20 % et un salaire fiscal **au moins égal au S.M.I.C.**, pour les épouses.

**La suppression de l'ordonnance de 1945 sur les prix.**

**Une diminution des charges** : le **paiement définitif** par l'Etat des cotisations sociales des apprentis, la réduction des droits de mutation.

**La révision de la taxe professionnelle.**

**Une harmonisation sociale complète** : des prestations sociales et des retraites identiques à celles du régime général et l'exonération des cotisations d'assurance - maladie pour les retraités.

**L'humanisation des contrôles fiscaux et administratifs.**

**L'augmentation des aides** pour l'installation des jeunes et pour le développement des entreprises.

**Un statut propre à l'entreprise individuelle.**